
Les thèmes actuels

- Nouveauté: offre de conseils «Bruit et acoustique»
- Lois cantonales sur les établissements publics – Etat janvier 2018

Communications et rapports

- Public Viewing – Coupe du monde de football de 2018
- Dénigrer son chef sur Internet, est-ce un juste motif de licenciement immédiat?

Questions des Renseignements juridiques

- L'employeur est-il tenu de sommer le travailleur à reprendre le travail après l'écoulement du délai de protection conformément à l'art. 336c al. 2 CO et l'employeur doit-il continuer à verser le salaire dans tous les cas de figure?

Annexe spéciale

- Tableau récapitulatif des lois cantonales sur les établissements publics

Les thèmes actuels

Nouveauté: offre de conseils «Bruit et acoustique»

Dans son travail de consultation, le service juridique constate que les questions relatives aux émissions sonores et à l'acoustique préoccupent de plus en plus les établissements d'hôtellerie-restauration. La densification urbaine et les nouvelles habitudes de sortie peuvent engendrer des conflits avec les voisins, qui n'impliquent pas uniquement les discothèques et les bars mais également les établissements de restauration, par exemple ceux qui disposent d'une terrasse extérieure.

GastroSuisse travaille depuis longtemps sur cette question du bruit afin de proposer des solutions à ses membres et d'offrir aux établissements d'hôtellerie-restauration une plus grande sécurité juridique. Dans ce contexte, GastroSuisse s'est intéressée de près à la société Rocket Science GmbH, une entreprise spécialisée dans la maîtrise des nuisances sonores qui propose des solutions techniques et physiques. Les experts de Rocket Science trouvent souvent des solutions peu conventionnelles avantageuses pour les clients grâce à des coûts de mise en œuvre peu élevés. Par exemple, des mesures de protection contre le bruit architectoniques peuvent être évitées en améliorant le système de sonorisation.

Pour les membres de GastroSuisse, bénéficier de conseils d'experts peut s'avérer utile. Arriver à diminuer les émissions sonores grâce à des mesures techniques permet d'éviter des conflits pesants et onéreux avec les voisins voire les autorités. Rocket Science est également spécialisée dans l'acoustique des pièces. Grâce à une acoustique équilibrée, il est plus facile de s'entendre, le personnel est plus détendu et commet moins d'erreur, les clients se sentent plus à l'aise, restent plus longtemps et consomment par conséquent davantage. Ce genre de mesures permet également de réduire l'exposition au bruit du personnel et des habitations avoisinantes.

Offre exclusive pour les membres de GastroSuisse et de la CSBC

Le service juridique et Rocket Science ont développé ensemble une offre de conseils exclusive à l'attention des membres: «Bruit et acoustique». Un expert en acoustique analyse votre situation et vous propose des solutions simples, dans la mesure du possible, le tout pour un prix forfaitaire avantageux. Deux options sont déjà disponibles:

Offre de conseils «Bruit et acoustique» par téléphone: CHF 150.–

L'établissement d'hôtellerie-restauration fournit des photos, le plan de la situation et une description de la problématique à un expert. Celui-ci examine les documents, conseille le membre par téléphone puis lui communique toutes les informations pertinentes par e-mail. Rocket Science propose ainsi une première consultation professionnelle et efficace à un tarif avantageux.

Offre de conseils «Bruit et acoustique» sur place: CHF 540.–

Un expert se rend au sein de l'établissement de restauration pour constater et évaluer la situation sur le plan acoustique en fonction des impératifs individuels, propose différentes solutions et explique comment les mettre en place soi-même ou en faisant appel à des artisans. Toutes les informations pertinentes pour solutionner le ou les problèmes sont ensuite envoyées par e-mail. Idéalement, le problème pourra être résolu sans l'intervention d'un acousticien. Si le problème s'avère complexe et que des mesures acoustiques périphériques, des simulations ou des calculs complémentaires s'avèrent nécessaires pour trouver la meilleure solution possible, la consultation pourra être facturée au prorata. Pour les cantons de Zurich et de Zoug, un forfait de CHF 100. – est par ailleurs appliqué pour les frais de déplacement ; pour les autres cantons, les frais de déplacement s'élèvent à CHF 100.–/heure.

Vous trouverez de plus amples informations sur <https://www.gastrosuisse.ch/de/verband/mitglied-werden/mitgliederleistungen/verguenstigungen/laernsprechstunde/>. Si vous êtes intéressé, vous pouvez contacter directement Rocket Science (comme il s'agit d'une offre pilote, celle-ci n'est disponible qu'en allemand pour le moment. Une offre en français est actuellement à l'étude):

Rocket Science GmbH
Spindelstrasse 2
CH-8041 Zurich
Tél. 044 515 49 60
E-mail : [contact\(at\)rocket-science.ch](mailto:contact(at)rocket-science.ch)

Lois cantonales sur les établissements publics – Etat janvier 2018

Vous trouverez en annexe un tableau reprenant des extraits des diverses réglementations cantonales dans les différentes législations régissant l'hôtellerie-restauration. La liste a été récemment consolidée, est bilingue (allemand et français) et contient les dispositions dans la langue cantonale respective (trilingue pour le Tessin).

La liste contient des informations sur les sujets suivants:

- Lois applicables (y compris liens vers les textes législatifs cantonaux)
- Redevances/taxes
- Formation requise
- Heures d'ouverture
- Dispositions sur le prix des boissons alcoolisées (article sirop)
- Dispositions sur les places fumeurs/non-fumeurs (y compris liens vers les dispositions légales sur la protection contre la fumée passive)
- Âge d'accès minimal pour les jeunes

Concernant la formation, nous vous informons explicitement que le diplôme G1 de la formation de cafetier-restaurateur-hôtelier de GastroSuisse est reconnu dans tous les cantons comme certificat de capacité pour la conduite d'une entreprise d'hôtellerie-restauration.

En cas de questions spécifiques au sujet des lois sur le tourisme ou l'hôtellerie-restauration, le Service juridique de GastroSuisse ou les autorités cantonales vous renseigneront.

Communications et rapports

Public Viewing – Coupe du monde de football de 2018

De quoi un établissement de l'hôtellerie-restauration qui souhaite diffuser des matchs de la coupe du monde de football de 2018 doit-il tenir compte?

Un restaurant, un bar ou un hôtel qui veut permettre à ses clients de suivre l'évènement à la télévision ou sur écran doit tenir compte de ce qui suit:

Une **autorisation de la SUISA** est nécessaire. La taille de la diagonale de l'image est décisive pour déterminer le tarif applicable. Pour les diagonales d'image allant jusqu'à 3 mètres, le tarif TC 3a connu depuis des années est appliqué; en revanche c'est le tarif TC 3c qui s'applique pour toute diagonale supérieure à 3 mètres. Le nombre de téléviseurs ou d'écrans utilisés n'a pas d'influence sur les tarifs SUISA mentionnés ici, la redevance étant uniquement calculée en fonction de l'appareil ayant la plus grande diagonale d'image et n'étant due qu'une seule fois.

Grâce à la mobilisation de GastroSuisse et en raison de la situation juridique désormais en vigueur (en particulier le jugement du Tribunal administratif fédéral du 29 mai 2012), **aucune licence FIFA n'est nécessaire** en Suisse pour la diffusion des matchs de football. Aussi est-il inutile de s'inscrire auprès de FIFA.

Diagonale de l'image jusqu'à 3 mètres – tarif TC 3a: ce tarif pourrait concerner la quasi-totalité des membres de GastroSuisse. Les restaurants, bars et hôtels disposant déjà d'un téléviseur dans leur établissement devraient déjà avoir conclu un «contrat TC 3a» (tarif pour la musique de fond/d'ambiance) avec la SUISA. Dans ce cas, aucune redevance supplémentaire n'est due et aucune autorisation spéciale n'est nécessaire pour la Coupe du Monde de football (la redevance s'élève à Fr. 17.30 par mois. Comme le TC 3a est encaissé par BILLAG, la redevance TC 3a devrait également figurer sur la facture BILLAG). En revanche, si l'on n'utilise pas de téléviseur en dehors de la Coupe du Monde de football et qu'il ne s'agit que d'une diffusion temporaire de la coupe du monde de football 2016, le TC 3a se monte à Fr. 25.95 (redevance mensuelle sans contrat TC 3a permanent).

Diagonale de l'image supérieure à 3 mètres – tarif TC 3c (public viewing): pour ce tarif, la redevance est proportionnelle à la grandeur de la diagonale de l'image. Les demandes d'autorisation doivent être adressées exclusivement à la SUISA. A condition qu'*aucune entrée, ni aucune autre rémunération* ne soient perçues (p. ex. une majoration du prix des boissons), la redevance, pour une diagonale de trois à cinq mètres, s'élève à Fr. 312.– pour la diffusion de l'ensemble des matchs de la coupe du monde de football. Si une *entrée ou d'autres rémunérations* sont perçues, la redevance pour tout la coupe du monde de football se monte à

Fr. 624.– (diagonale de l'image de 3 à 5 m). Si la surface de l'image est encore plus grande, le tarif augmentera aussi dans des limites raisonnables. Le tarif TC 3c n'est par ailleurs lié à aucune autre disposition que celles relatives aux droits d'auteur, ce qui veut dire qu'il n'existe notamment pas de limitation concernant le sponsoring.

En plus de la SUISA, il faut aussi penser à BILLAG, à qui toute réception d'émissions télévisées doit être annoncée. Si le restaurant, le bar ou l'hôtel dispose déjà d'un téléviseur et que l'établissement est déjà inscrit auprès de BILLAG, il n'est alors pas nécessaire de demander une autorisation spéciale pour la coupe du monde de football. S'applique alors dans ce cas la redevance habituelle pour la «réception commerciale». La redevance BILLAG pour la réception à titre commercial dépend du nombre de récepteurs. Toutefois, elle est perçue uniquement par catégorie et non pour chaque appareil. Exemple pour la catégorie I: la redevance est la même, que l'on utilise 1 ou 10 appareils. Ce n'est qu'à partir de 11 récepteurs que l'on passe à la catégorie II.

Renseignements et autorisations:

SUISA, Bellariastrasse 82, Postfach 782, 8038 Zürich

Tel. 044 485 66 66

Fax 044 482 43 33

www.suisa.ch

BILLAG AG, Avenue de Tivoli 3, Postfach, 1701 Freiburg

Tel. 0844 834 834

Fax 026 414 91 91

www.billag.com

Dénigrer son chef sur Internet, est-ce un juste motif de licenciement immédiat?

Oui, à certaines conditions: c'est ce qu'a confirmé le Tribunal fédéral dans un arrêt récemment publié. Le licenciement immédiat d'une employée qui, en plus d'avoir commis d'autres manquements, s'était moquée de son supérieur hiérarchique dans une vidéo qu'elle a ensuite publié sur Facebook a été considéré comme justifié.

1. Introduction

Il existe d'innombrables situations qui peuvent donner lieu à des divergences d'opinion entre un employeur et un travailleur. Lorsque les discussions en interne n'aboutissent à aucun résultat ou si le collaborateur a besoin d'une soupape pour relâcher la frustration emmagasinée, il n'est pas rare que, pour cela, la voie des médias modernes soit empruntée, peut-être dans le feu de l'action: sciemment ou inconsciemment, des sentiments très négatifs à l'encontre du supérieur hiérarchique ou de l'entreprise sont diffusés publiquement et dès lors irrémédiablement, sur Internet ou sur des plateformes sociales (p. ex. Facebook). Le fait qu'un tel dénigrement public peut, le cas échéant, avoir des conséquences sensibles n'est souvent pas pris en considération au moment de la publication en ligne.

2. Base légale

Dès qu'un travailleur conclut un contrat de travail avec un employeur, il n'est pas seulement tenu de travailler, mais il est aussi soumis à un devoir de diligence et de fidélité envers son

employeur, en vertu de l'art. 321a CO. Cela signifie que le travailleur est tenu, entre autres, de s'abstenir de tout acte qui pourrait porter un préjudice économique à l'employeur. Plus la fonction d'un collaborateur est élevée dans une entreprise, plus son devoir de fidélité est étendu. Si le devoir de fidélité est violé de manière particulièrement grave par un travailleur, celui-ci peut à certaines conditions même être licencié avec effet immédiat selon l'art. 337 al. 1 CO. Mais il s'agit là de l'exception. Les licenciements avec effet immédiat ne sont admis que très restrictivement par les tribunaux. La résiliation avec effet immédiat peut être admise lorsque le manquement est de nature à détruire la base de confiance essentielle aux rapports de travail, ou du moins à l'ébranler si profondément qu'on ne saurait exiger raisonnablement de l'employeur de les maintenir jusqu'à l'écoulement du délai de résiliation. Néanmoins, si les manquements sont moins graves, un avertissement doit être prononcé au préalable. La question de savoir si le manquement a effectivement atteint le degré de gravité requis dépend de nombreux facteurs et doit toujours être examinée dans le cas d'espèce. Ainsi, il s'agit de prendre en considération par exemple la fonction ainsi que la responsabilité de l'employé en question, la durée des rapports de travail ou encore le dommage effectivement occasionné par le manquement, au détriment de l'employeur. Il n'est dès lors pratiquement pas possible d'établir un catalogue des manquements qui justifieraient une éventuelle résiliation avec effet immédiat. En dernier ressort, le juge décide librement de l'existence de telles circonstances.

3. Arrêt actuel du Tribunal fédéral

Comme mentionné plus haut, le Tribunal fédéral a confirmé le caractère justifié de la résiliation avec effet immédiat d'une employée occupant une fonction dirigeante au sein d'un office des poursuites vaudois, dans son arrêt du 12 décembre 2017 (ATF 8C_800/2016). Outre le fait que l'employée fautive n'avait pas indiqué ses heures de travail conformément à la vérité, elle s'était de plus moquée de son supérieur hiérarchique sur Internet. Avec son smartphone, elle s'était filmée avec d'autres collègues de travail en train de fumer dans la cafétéria non-fumeurs et d'ironiser au sujet de son supérieur hiérarchique et de l'interdiction de fumer. L'employée publia ensuite cette vidéo sur son profil Facebook. La conséquence en fut son licenciement avec effet immédiat, en dépit de ses 15 années de service.

Le Tribunal fédéral a confirmé l'avis de l'instance précédente selon lequel l'employée était soumise, en raison de sa fonction dirigeante, à un devoir de fidélité plus étendu à l'égard de son supérieur hiérarchique et que, de ce fait, les manquements sont à juste titre jugés plus sévèrement. Dans ses considérants, il retient encore que la publication d'une telle vidéo par ladite employée constitue une violation grave du devoir de fidélité et que ce manquement est parfaitement de nature à ébranler les rapports de confiance au point qu'on ne peut plus exiger de l'employeur de poursuivre l'éventuelle collaboration. En raison de l'admission restrictive des résiliations avec effet immédiat, le Tribunal fédéral a mentionné que dans le cas où la publication de ladite vidéo devait ne pas constituer un motif suffisamment grave pour justifier une résiliation avec effet immédiat, la rupture du devoir de fidélité par l'employée à l'égard de son employeur devait être prise en compte dans son ensemble. Le fait que l'employée se soit non seulement moquée publiquement de son supérieur hiérarchique, mais qu'elle ait encore, peu de temps avant cet événement, donné de fausses indications sur ses heures de travail effectives constitue pour le Tribunal fédéral une rupture du devoir de fidélité suffisamment grave pour pouvoir licencier l'employée avec effet immédiat. Le Tribunal n'a pas admis les

justifications de l'employée selon lesquelles les indications horaires fausses n'étaient qu'une erreur et la vidéo une plaisanterie de mauvais goût.

Questions des Renseignements juridiques

L'employeur est-il tenu de sommer le travailleur à reprendre le travail après l'écoulement du délai de protection conformément à l'art. 336c al. 2 CO et l'employeur doit-il continuer à verser le salaire dans tous les cas de figure?

Si un travailleur a reçu une lettre de résiliation valable de son employeur et s'il tombe en incapacité de travail alors que le délai de résiliation court déjà par exemple en raison d'un accident ou d'une maladie, s'il doit accomplir son service militaire ou s'il est empêché de fournir sa prestation de travail pour un des autres motifs énumérés à l'art. 336c al. 1 CO, l'écoulement du délai de résiliation se trouve interrompu pendant une certaine durée.

Selon l'art. 336c al. 2 CO, le délai de résiliation est suspendu tant que dure l'empêchement, au plus tard cependant jusqu'à l'expiration du délai de protection défini dans la loi. Ce n'est qu'après que le délai de résiliation continue de courir, que les rapports de travail se prolongent d'autant. Si une échéance est applicable à la fin des rapports de travail, par exemple la fin d'un mois, et si la fin du délai de résiliation qui reprend ne correspond pas exactement à une telle échéance, les rapports de travail se poursuivent jusqu'à la prochaine échéance possible, en règle générale jusqu'à la prochaine fin de mois.

En cas de prolongation des rapports de travail en vertu de l'art. 336c al. 2 CO, les actuels droits et obligations contractuels et légaux des parties sont maintenus tels quels. Si le travailleur souhaite bénéficier du paiement du salaire, il est par principe tenu, après disparition du motif de l'empêchement telle la fin de l'incapacité de travail, de fournir sa prestation de travail pendant la prolongation des rapports de travail jusqu'à la prochaine échéance de fin possible. L'employeur est quant à lui tenu d'accepter le travail et de verser le salaire contractuel. A défaut, il tombe en demeure (cas de demeure de l'employeur).

Si le travail ne peut pas être fourni en raison d'une faute de l'employeur ou si celui-ci tombe en demeure pour d'autres motifs liés à l'acceptation de la prestation de travail, il est tenu de verser le salaire sans que le travailleur soit tenu à fournir ultérieurement sa prestation. Mais la condition préalable est que le travailleur ait clairement offert de fournir son travail. Si, en revanche, le travailleur n'honore pas ses obligations et s'il n'existe aucun motif d'empêchement reconnu, celui-ci tombe en demeure pour inexécution du contrat et l'employeur peut refuser, dans ce cas, de verser le salaire pour la durée de la non-prestation de travail.

Si le travailleur ne se présente plus au travail pendant la prolongation et s'il ne propose pas non plus ses services à l'employeur, il n'a aucun droit au salaire. Dans ce cas, le fait qu'il renonce sciemment à faire valoir la protection contre le congé ou qu'il n'envisage pas même de reprendre le travail, car il pensait, à tort d'un point de vue juridique, que les rapports de travail avaient déjà pris fin, n'est pas pertinent, du moins aussi longtemps que l'employeur ne remarque pas l'erreur du travailleur.

En principe, un employeur ne tombe pas en demeure d'acceptation s'il omet de sommer le travailleur de reprendre son travail pendant la prolongation des rapports de travail en vertu de l'art. 336c al. 2 CO. Au contraire, il incombe au travailleur de proposer ses services et ce n'est qu'au moment où il les refuse, que l'employeur tombe en demeure et qu'il doit verser le salaire. Ni le défaut de sommation de reprise du travail ni le défaut de renseignements pris au sujet des motifs de l'absence du travailleur ne sont à même de fonder une obligation de versement du salaire de l'employeur, et cela ne peut pas plus être interprété comme une libération de l'obligation de travailler. La protection contre les congés selon l'art. 336c al. 2 CO ne s'étend pas au point que le travailleur qui serait quant à lui disponible pour travailler et est en recherche d'emploi pendant le délai de résiliation prolongé pourrait attendre les bras croisés, son droit au salaire étant garanti, jusqu'à ce que son employeur actuel le somme de reprendre le travail.

Prestations de service

Moyens auxiliaires et informations du Service juridique sur gastrosuisse.ch

Sur www.gastrosuisse.ch, la plate-forme professionnelle dédiée aux actualités et questions intéressantes, vous pourrez télécharger des moyens auxiliaires et des informations du Service juridique, comme p. ex.:

- contrats de travail (temps plein et partiel, saisonniers, auxiliaires, cadres)
- notices dédiées à des thèmes tels que la durée du travail, les jours de repos, de vacances et fériés
- FAQ
- directives
- calculateur saisonnier

Produits du Service juridique disponibles auprès d'édition gastronomique

Tous les **formulaires de contrats de travail**, sous forme de garnitures autocopiantes en triple exécution avec un guide de conseils pour le remplissage (quantité de commande minimum: 5 exemplaires à CHF 3.90 la pièce)

Contrat de travail pour chef d'établissement (gérant, directeur), sous forme de garniture autocopiante en triple exécution; avec cahier des charges et des directives: prix CHF 45.–

«**Guide pratique de la CCNT – précis de droit du travail pour l'hôtellerie et la restauration**»: prix CHF 98.–. Etat 1^{er} janvier 2018.

Commentaire de la CCNT: prix CHF 26.–

Contrat de location pour cafés, restaurants et hôtels, formulaire de contrat: prix CHF 45.–

Les **fiches de contrôle du temps de travail** pour la saisie de la durée du travail, du temps de repos, des vacances, jours fériés et absences sont disponibles pour CHF 25.50 sous forme de bloc agrafé pour cinq employés par année, avec des instructions de remplissage.

Autres produits utiles disponibles auprès d'édition gastronomique

Classeur d'instructions de service en vue de l'application pratique de solutions spécifiques au secteur de l'hôtellerie-restauration (CFST): **Instructions de service Sécurité au travail**, code d'accès pour la site internet www.hotelgastrosafety.ch, pour le prix de CHF 121.– (CHF 59.50 pour les membres)

Nouvellement remanié: le classeur «**Législation sur l'hygiène et les denrées alimentaires, Tome 1 Bonnes pratiques dans l'hôtellerie et la restauration (BPHR)**»: prix CHF 89.90

Les commandes peuvent être passées auprès d'édition gastronomique, la maison d'édition spécialisée de GastroSuisse. Tél.: 0848 377 111, fax: 0848 377 112, courriel: info@editiongastronomique.ch

Les documents (p. ex. affiches ou les très appréciés tableaux de classes d'âges) accompagnant la **campagne pour la protection de la jeunesse**, co-soutenue par la Régie fédérale des alcools, peuvent être commandés auprès d'édition gastronomique, et peuvent être téléchargés sur: <https://www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/questions-juridiques-liees-a-l-exploitation/lois-cantoniales-sur-lhotellerie-restauration/remise-de-boissons-alcoolisees-aux-mineurs/>

GastroTime: le contrôle idéal de la durée de travail

Nous recommandons particulièrement le programme **GastroTime**, conforme à la CCNT, développé par GastroConsult (en coopération avec le service juridique de GastroSuisse). Ce programme permet de saisir la durée du travail de manière particulièrement efficace, simple et rapide. De plus, il ne se limite pas à la saisie de la durée du travail, mais permet également un excellent contrôle de cette dernière. Si vous saisissez encore la durée du travail «à la main», vous devriez envisager d'utiliser le programme GastroTime. Vous trouverez de plus amples informations sur le lien suivant: www.gastroconsult.ch/index.asp?page=gastrotime.

Février 2018

Kantonale GastgewerbeGesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
AG	Gesetz über das Gastgewerbe und den Kleinhandel mit alkoholhaltigen Getränken (GastgewerbeGesetz, GGG) vom 25.11.1997 (revidierte Version gilt ab 01.03.2018) GGG AG SAR-NR. 970.100	abgeschafft	a) Aargauer Fähigkeitsausweis (FA) oder vom Kanton anerkannter FA/Diplom und b) mindestens halbjährige praktische Tätigkeit in einem Verpflegungsbetrieb. Umfang Aargauer Wirtefachprüfung: a) Gastgewerberecht inkl. Alkoholgesetz und betriebsbezogene Rechtsvorschriften der Bau-, Umwelt- und Brandschutzgesetzgebung. b) Lebensmittelrecht c) Personalrecht d) Buchführung / Steuerwesen Bei einem nicht gleichwertigen FA ist eine Ergänzungsprüfung obligatorisch. § 3 GGG , § 11 GGV	Mo-Do: 05.00 – 00.15 Fr/Sa: 05.00 – 02.00 So und Feiertage: 07.00 – 00.15 § 4 GGG	Es muss eine Auswahl alkoholfreier Getränke zu einem tieferen Preis als das billigste alkoholhaltige Getränk in der gleichen Menge angeboten werden. § 5 GGG	Das kantonale Amt für Verbraucherschutz, Lebensmittelkontrolle, vollzieht die eidgenössische Gesetzgebung zum Schutz vor Passivrauchen. § 23 Verordnung zum Gesundheitsgesetz (GesV)	keine Regelung
AI	Gesetz von 1994 Teilrevisionen: 1996/2000/2005/2009 GaG AI NR. 935.300	bestehen; Art. 9 GaG Art. 15 GaV	Bewerber für ein Gastgewerbepatent müssen über eine erfolgreich bestandene Fachprüfung für den Wirteberuf verfügen. Das Erfordernis gilt als erfüllt, wenn der Bewerber: a) Abschluss Ausbildung Wirteberuf der Fachschule GastroSuisse, hotellerie-suisse oder Hotel & Gastro Union vorweist; b) bestandene Prüfung einer Fachschule GastroSuisse mit den Modulen: - 1 gastgewerbliches Recht; - 4 Recht und - 6 Küche absolviert hat; c) Nachweis einer anderen Wirteprüfung erbringt – sofern diese den Anforderungen gemäss lit. a) oder b) genügt. Art. 10 / 47 und 14 GaG	Generell: 05.00 – 00.00 Dancingbetriebe bis 02.00. Art. 46 GaG	Es ist eine Auswahl alkoholfreier Getränke nicht teurer anzubieten als das billigste alkoholhaltige Getränk in der gleichen Menge. Art. 41 Abs. 2 GaG	Verordnung zum Gesundheitsgesetz : Art. 8a ¹ Es gilt ein Rauchverbot nach Massgabe der Bundesgesetzgebung zum Schutz vor Passivrauchen. ² Raucherräume nach Art. 2 des Bundesgesetzes zum Schutz vor Passivrauchen vom 3. Oktober 2008 sind erlaubt . Raucherlokale nach Art. 3 des Bundesgesetzes können auf Gesuch hin bewilligt werden. Art. 8b Anforderungen an Raucher-räume und -lokale	Jugendlichen bis zum vollendeten 15. Altersjahr ist der Aufenthalt in Gastgewerbebetrieben ab 20.00 Uhr nur in Begleitung der Eltern bzw. des Inhabers der elterlichen Sorge oder eines Erziehungsberechtigten gestattet. Das Verbot gilt bei Jugendveranstaltungen nicht. Der Zutritt zu Dancingbetrieben ist Jugendlichen bis zum vollendeten 16. Altersjahr ohne Begleitung Erziehungsberechtigter untersagt. Art. 39 GaG Art. 8 Abs. 1 GaV

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.*

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga*

³ Für detaillierte Informationen: www.gastro-suisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastro-suisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastro-suisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastro-suisse/*

Per maggiori informazioni www.gastro-suisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastro-suisse-schede-informative

Kantonale Gastgewerbebesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
AR	Gesetz von 1999 (unverändert) Revidiertes Tourismusgesetz von 2016 (in Kraft seit 1.1.2017) NR. 955.21 GGG AR NR. 955.11	abgeschafft	Keine; Art. 1 GGG	So-Do: 05.00 – 00.00 Fr/Sa bis 02.00 Gartenwirtschaft bis max. 00.00 Art. 13 GGG	Mind. drei alkoholfreie Getränke sind preisgünstiger anzubieten als die gleiche Menge des billigsten alkoholhaltigen Getränks. Art. 10 Abs. 2 GGG	Rauchverbot in Art. 17 Gesundheitsgesetz : ¹ In geschlossenen Räumen, die der Öffentlichkeit zugänglich sind, insb. in Gebäuden der öff. Verwaltung, in Spitälern, Heimen, Bildungs-, Kultur- und Sportstätten und in allen Bereichen der Gastronomie ist das Rauchen verboten. ² Abgetrennte und entspr. gekennzeichnete Räume mit ausreichender Belüftung können für Rauchende vorgesehen werden. ³ Ausnahmen regelt der Regierungsrat Ausführungsbestimmungen: Art. 17 Verordnung zum Gesundheitsgesetz :	Jugendlichen unter 18 Jahren kann der Zutritt zu bestimmten Lokalen durch den Inhaber oder die Inhaberin untersagt werden. Art. 10 Abs. 3 GGG
BE	Gesetz von 1994, Teilrevisionen: 1998/2000 GGG BE Nr. 935.11	abgeschafft	Berner-Prüfung (nach Vorbereitungskurs) oder Abschlüsse Berner Berufsverbände oder weitere Ausweise, Ausbildungen und berufliche Tätigkeiten, die zur Leitung eines Gastgewerbebetriebes berechtigen. Art. 19 – 30 GGG	Generell: 05.00 – 00.30 Art. 11 – 15 GGG	Es sind mindestens drei alkoholfreie Getränke billiger anzubieten als das billigste alkoholhaltige Getränk in der gleichen Menge. Art. 28 GGG	Art. 27 Gastgewerbebesetz (GGG): Schutz vor dem Passivrauchen ¹ In öffentlich zugänglichen Innenräumen von Betrieben, die eine Betriebs- oder Einzelbewilligung nach diesem Gesetz benötigen, ist das Rauchen verboten. Ausführungsbestimmungen: Art. 20a – 20e Gastgewerbeverordnung (GGV)	Jugendliche unter 16 Jahren dürfen nur beherbergt oder nach 21.00 Uhr bewirtet werden, wenn die verantwortliche Person annehmen darf, dass sie durch die gesetzliche Vertreterin bzw. den gesetzlichen Vertreter zum Besuch des Betriebs ermächtigt sind. Jugendlichen unter 16 Jahren ist der Zutritt zu Dancings verboten. Jugendlichen unter 18 Jahren ist der Zutritt zu Nachtlokalen verboten. Art. 26 GGG

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.*

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga*

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/*

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritti-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale GastgewerbeGesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
BE	Loi de 1994 Révisions partielles 1998 / 2000 LHR BE Nr. 935.11	Abolies	Examen BE (après cours préparatoire) ou diplôme d'une association professionnelle bernoise ou autres certificats, formations et activités professionnelles qui donnent droit à diriger un établissement d'hôtellerie-restauration Art. 19 – 30 LHR	Généralement: 05.00 – 00.30 Art. 11 – 15 LHR	Il est obligatoire de proposer un choix d'au moins 3 boissons sans alcool qui, à quantité égale, sont moins chères que la boisson alcoolique la moins chère. Art. 28 LHR	Art. 27 Loi sur l'hôtellerie et la restauration (LHR) Protection contre le tabagisme passif ¹ Il est interdit de fumer dans les espaces intérieurs accessibles au public des établissements qui nécessitent une autorisation d'exploiter ou une autorisation unique selon la présente loi. Dispositions d'exécution : Art. 20a – 20e Ordonnance sur l'hôtellerie et la restauration	Les jeunes de moins de 16 ans ne peuvent être servis après 21.00 heures ou hébergés que si la personne responsable peut supposer qu'ils sont autorisés par leur représentant légal ou leur représentante légale à fréquenter l'établissement. L'accès des dancings est interdit aux jeunes de moins de 16 ans. L'accès des boîtes de nuit est interdit aux jeunes de moins de 18 ans. Art. 26 LHR
BL	Gesetz vom 1.1.2004; Verordnung zum FA neu seit 1. Mai 2006 baselland.ch NR. 540	bestehen; § 24 GGG	Nachweis der fachlichen Eignung durch: a. Ablegen der basellandschaftlichen Fachprüfung, oder b. Nachweis einer von der Justiz-, Polizei- und Militärdirektion (kurz Direktion) anerkannten auswärtigen Fachprüfung, oder c. Nachweis einer anderen gleichwertigen Ausbildung, oder d. Nachweis einer Berufserfahrung von mindestens drei aufeinanderfolgenden Jahren in einer gleichwertigen Tätigkeit und Stellung; die Überprüfung der Eignung sowie Auflagen nach Absatz 2 bleiben vorbehalten. Verordnung Fähigkeitsausweis	Generell: 05.00 – 00.00 § 13/14 GGG	Es sind mindestens 2 alkoholfreie Kaltgetränke preisgünstiger anzubieten als das billigste alkoholhaltige Getränk gleicher Menge. § 16 GGG	GastgewerbeGesetz: § 10 Rauchverbot in Innenräumen In öffentlich zugänglichen Räumen ist das Rauchen verboten. Zum Zweck des Rauchens eigens abgetrennte, unbediente und mit eigener Lüftung versehene Räume (sog. Fumoirs) sind vom Rauchverbot ausgenommen. Auf Rauchverbote ist deutlich hinzuweisen.	Jugendlichen unter 18 Jahren ist der Besuch von gastgewerblichen Betrieben, in denen Striptease, Sex-Shows, Sex-Videos und ähnliche Vorführungen dargeboten werden, untersagt. § 12 Abs. 2 GGG

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.*

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga*

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/*

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale GastgewerbeGesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018 / aggiornamento: 1° gennaio 2018*)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises (Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; <u>le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons</u>)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
BS	Gesetz vom 15.9.2004, in Kraft seit 1.6.2005; neuer § 34 "Rauchverbot in Innenräumen" seit dem 1. April 2010. GGG BS Nr. 563.100	abgeschafft	BS-Wirtfachprüfung mit FA; Abschlusszeugnisse anerkannter gastgewerblicher Fachschulen sind dem FA gleichgestellt; ausländische oder FA anderer Kantone weitgehend anerkannt, ev. mit Ergänzungsprüfung. Prüfungsreglement	Generell: 05.00 – 01.00 Fr und Sa: bis 02.00 § 36/37 GGG	Es sind mind. drei verschiedenartige, gängige, alkoholfreie Kaltgetränke, darunter mind. ein ungesüßtes Mineralwasser, preisgünstiger anzubieten als das billigste alkohol. Getränk in gleicher Menge. § 33 GGG	§ 34 GGG: "Rauchverbot in Innenräumen" in Kraft seit dem 1. April 2010. In öffentlich zugänglichen Räumen ist das Rauchen verboten. Zum Zweck des Rauchens eigens abgetrennte, unbediente und mit eigener Lüftung versehene Räume (sog. Fumoirs) sind vom Rauchverbot ausgenommen. Auf Rauchverbote ist deutlich hinzuweisen.	Jugendlichen unter 16 Jahren ist der Besuch von gastgewerblichen Betrieben, in denen Striptease, Sex-Shows, Sex-Videos und ähnliche Vorführungen dargeboten werden, untersagt. Art. 31 Abs. 4 GGG
FR	Loi de 1991 Révisions partielles : 1996/1997/1999/2002/2006/2012/2016 Règlement d'exécution de la loi de 1992 (REPu) Révisions partielles : 1993/1996/1999/2001/2002/2003/2006/2007/2008/2012/2016 LEPu Nr. 952.1	La taxe d'exploitation est fixée selon la nature, le chiffre d'affaires et la durée d'ouverture de l'exploitation. Elle est perçue annuellement. Le produit des taxes est réparti comme il suit: 20 % pour la formation professionnelle continue des exploitants et du personnel des établissements publics, pour autant que les cours de perfectionnements soient donnés; 40 % au Fonds d'équipement touristique; Le solde à l'Etat. Art. 42 LEPu	Art. 4 Règlement d'application Relatif à la loi sur les établissements publics et la danse (REPu): ¹ La demande de patente pour un nouvel établissement public est adressée par écrit à au Service de la police du commerce; Art. 21 REPu: ¹ Le candidat à l'examen en vue de l'obtention du certificat de capacité doit avoir suivi au préalable le cours de formation obligatoire organisé par la Société des cafetiers, restaurateurs et hôteliers du canton de Fribourg (ciaprès: Gastro-Fribourg) en collaboration avec le Service. Art. 22 REPu: Dispense du cours : a) en raison du certificat de capacité ou de diplômes... b) dispense en raison de l'expérience professionnelle acquise Link REPu	Généralement: 06.00 – 24.00 Dancings et cabarets: 14.00 – 4.00 Bars d'hôtel: 11.00 – 03.00 Restaurants de nuit: 11.00 – 06.00 Art. 46 LEPu	Il est obligatoire de proposer un choix d'au moins 3 boissons sans alcool différentes qui, à quantité égale, sont moins chères que la boisson alcoolique la moins chère. Art. 54 LEPu	Loi sur la santé publique Art. 35a Protection contre le tabagisme passif 1 Il est interdit de fumer dans les espaces fermés, accessibles au public, notamment dans les : h) restaurants selon la loi sur les établissements publics, indépendamment de la catégorie de la patente ; Ordonnance sur la protection contre le tabagisme passif	Les mineurs âgés de moins de 15 ans révolus n'ont accès à un établissement public au bénéfice d'une patente A, B, C, F, G, H, I ou K que s'ils sont accompagnés d'un adulte auquel ils sont confiés. Dès 22 heures, l'exploitant d'un établissement public au bénéfice d'une patente B+ peut toutefois refuser de recevoir et de servir les mineurs. Les mineurs n'ont pas accès à un établissement public au bénéfice d'une patente D, E ou U. Lorsque les circonstances le justifient, notamment lorsqu'une manifestation est organisée dans un établissement public spécialement à l'intention d'adolescents, le préfet peut abaisser ou même supprimer les limites d'âge fixées aux alinéas 1 et 2 et,

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.*

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga*

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/*

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale GastgewerbeGesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / ajourné le 1^{er} janvier 2018 / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises (Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
							au besoin, assortir sa décision de conditions et de charges. A l'inverse, lors d'événements particuliers, il est habilité à élever cette limite. Art. 55 LEPu
FR	Gesetz von 1991 Teilrevisionen: 1996/1997/1999/2002/2006/2012/2016 Ausführungsreglement zum Gesetz von 1992 Teilrevisionen: 1993/1996/1999/2001/2002/2003/2006/2007/2008/2012/2016 Gesetz ÖGG Nr. 952.1	Die Betriebsabgabe wird aufgrund der Art, des Umsatzes und der Öffnungsdauer des Betriebes festgesetzt. Sie wird jährlich erhoben. Verwendung: 20% für die berufliche Weiterbildung der Betriebsführer und des Personals der öffentlichen Gaststätten, sofern Weiterbildungskurse durchgeführt werden. 40% für den Tourismusförderungsfonds. Der Saldo für den Staat. Art. 42 ÖGG	Art. 4 Ausführungsreglement zum Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz (ÖGG): ¹ Das Patentgesuch für eine neue öffentliche Gaststätte ist schriftlich an das Amt für Gewerbepolizei (das Amt) zu richten; Art. 21 ÖGR: ¹ Wer die Prüfung zur Erlangung des Fähigkeitsausweises ablegen will, muss vorgängig den von GastroFribourg in Zusammenarbeit mit dem Amt organisierten obligatorischen Fachkurs besucht haben. Art. 22 ÖGR: Befreiung vom Kurs: a) aufgrund von Fähigkeitsausweisen oder Diplomen ... b) Befreiung aufgrund erworbener Berufserfahrung Link ÖGR	Generell: 06.00 – 24.00 Dancing/Kabarett: 14.00 – 04.00 Hotelbars: 11.00 – 03.00 Nachtrestaurant: 11.00 – 06.00 Art. 46 ÖGG	Es sind mind. drei alkoholfreie Getränke verschiedener Art anzubieten, die bei gleicher Menge billiger sind als das billigste alkoholhaltige Getränk. Art. 54 ÖGG	Gesundheitsgesetz: Art. 35a Schutz vor dem Passivrauchen ¹ Das Rauchen ist verboten in geschlossenen Räumen, die öffentlich zugänglich sind, insbesondere in: h) Gaststätten im Sinne des Gesetzes über die öffentlichen Gaststätten, unabhängig von der Patentkategorie; Verordnung über den Schutz vor dem Passivrauchen	Minderjährigen, die das fünfzehnte Altersjahr nicht vollendet haben, ist der Zutritt zu öffentlichen Gaststätten mit einem Patent A, B, C, F, G, H, I oder K nur in Begleitung eines Erwachsenen gestattet, dessen Obhut sie anvertraut sind. Ab 22.00 Uhr kann sich der Betriebsführer einer öffentlichen Gaststätte mit einem Patent B+ jedoch weigern, Minderjährige zu empfangen und zu bedienen. Minderjährigen ist der Zutritt zu einem Betrieb mit einem Patent D, E oder U untersagt. Der Betriebsführer ist für die Einhaltung dieser Altersgrenzen verantwortlich. Wenn die Umstände es rechtfertigen, insbesondere wenn in einer öffentlichen Gaststätte eine eigens für Jugendliche organisierte Veranstaltung stattfindet, kann der Oberamtmann die in den Absätzen 1 und 2 festgesetzten Altersgrenzen herabsetzen oder aufheben. Wenn nötig versieht er seinen Entscheid

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.*

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga*

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrouisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrouisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastrouisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrouisse/*

Per maggiori informazioni www.gastrouisse.ch/it/concetto-settoriale/diritti-leggi/gastrouisse-schede-informative

Kantonale Gastgewerbegesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises (Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; <u>le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons</u>)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
							mit Bedingungen und Auflagen. Bei besonderen Veranstaltungen kann er auch eine höhere Altersgrenze festlegen. Art. 55 ÖGG
GE	Loi de 1987 Révisions partielles 1989 / 1993 / 1994 / 1996 / 1997 / 1998 / 2000 / 2001 / 2003 / 2006 / 2016 LRDBHD GE NR. I 2 22 LRDBHD	Le montant de la taxe annuelle est fixé par le règlement d'exécution dans les limites suivantes en fonction de la surface utile des établissements voués à la restauration et au débit de boissons et de la capacité d'hébergement des établissements voués à l'hébergement. Art. 59 RRDBHD	Examen selon système modulaire (4 modules); examens partiels possibles. Le service peut dispenser de tout ou partie des examens les titulaires d'un diplôme jugé équivalent, notamment pour: Les titulaires d'un diplôme de l'Ecole hôtelière de Genève (EHG), les titulaires d'un diplôme d'une autre école hôtelière reconnue (à l'exception de l'examen portant sur la loi sur la restauration, le débit de boissons, l'hébergement et le divertissement du canton de Genève). Dispense partielle pour les titulaires d'un CFC de cuisinier, boucher-charcutier, boulanger-pâtissier-confiseur, spécialiste en restauration, autres dispenses partielles selon le CFC ou le diplôme. Art. 16 – 19 LRDBHD et Art. 21 – 29 RRDBHD	Généralement: Café-Restaurant: 06.00 – 01.00 Jeudi à Samedi 06.00 – 02.00 Cabarets et Dancing: 15.00 – 08.00 Art. 6 LRDBHD	Les entreprises dans lesquelles des boissons alcooliques sont servies doivent offrir, en bouteille ou en verre contenant une quantité minimale de 2,5 dl, un choix d'au moins 3 boissons sans alcool à un prix inférieur, à quantité égale, à celui de la boisson alcoolique la moins chère. L'attention des consommateurs doit être attirée sur cette offre de boissons sans alcool. Art. 30 LRDBHD	Loi sur l'interdiction de fumer dans les espaces publics Art. 2 Principe 1 Il est interdit de fumer dans les lieux publics ou accessibles au public, intérieurs ou fermés (ci-après : lieux publics). Art. 3 Champ d'application L'interdiction concerne notamment : ... lit. i) les établissements au sens de la loi sur la restauration, le débit de boissons et l'hébergement, du 17 décembre 1987 Dispositions d'exécutions: Règlement d'application relatif à la loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics (RIF)	Les mineurs de moins de 16 ans ne peuvent être admis dans les cafés-restaurants après 24 h que s'ils sont accompagnés d'une personne adulte ayant autorité sur eux. Les articles 38 et 40 sont réservés. Les mineurs de moins de 16 ans n'ont pas accès aux dansings. L'exploitant propriétaire de l'établissement, respectivement l'exploitant et le propriétaire de l'établissement, peut ou peuvent toutefois élever occasionnellement ou durablement à 18 ans l'âge d'admission dans l'établissement. Lorsque les circonstances le justifient et notamment lorsque la danse est organisée spécialement à l'intention d'adolescents, le département peut, d'office ou sur demande de l'exploitant, abaisser ou même supprimer

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte* / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées* / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/*

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale Gastgewerbe Gesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
							cette limite d'âge, et au besoin assortir sa décision de charges et conditions. Les mineurs n'ont pas accès aux cabarets-dancings. Toutefois, si la nature des attractions présentées le permet, le département peut fixer une limite d'âge inférieure à l'âge de la majorité, limiter l'heure de fermeture de l'établissement et, au besoin, assortir sa décision de charges et conditions. Art. 26 LRDBHD
GL	Gesetz von 1999 (unverändert) GGG GL IX B/22/1	abgeschafft; bzw. einmalig bei Betriebsbewilligungserteilung Art. 22 Abs.3 GGG	Keine	So-Do: 05.00 – 00.00 Fr-Sa: 05.00 – 01.00 möglich. Art. 12 GGG	keine	Das Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen kommt zur Anwendung.	keine Regelung

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte* / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées* / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/*

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale Gastgewerbegesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
GR	Gesetz von 1999 (unverändert seit 1. Januar 2008) GWG GR Nr. 945.100 GWG	Liegt in der Kompetenz der Gemeinden. Art. 10 GWG	Keine	Liegt in der Kompetenz der Gemeinden. Art. 9 GWG	Eine Auswahl alkoholfreier Getränke darf nicht teurer angeboten werden als das billigste alkoholhaltige Getränk in gleicher Menge. Art. 2 Abs. 3 GWG	Art. 9 Gesundheitsgesetz ² Die Gemeinden können das Rauchverbot gemäss Absatz 1 für Veranstaltungen und Anlässe, die sich überwiegend an Erwachsene richten, und bei Schulanlagen mit ausschliesslich nachobligatorischem Bildungsangebot an definierten Orten im Aussenbereich aufheben. ³ Raucherbetriebe gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes zum Schutz vor Passivrauchen sind nicht zugelassen. Ausführungsbestimmungen in Verordnung zum Gesundheitsgesetz Art. 4 und 5	keine Regelung
JU	Loi de 1998 (inchangée) ; intervention politique de GastroJura pour la réduction des taxes de patentes; en cours de consultation LLA JU NR. 935.11	Le titulaire d'une patente ou d'une licence doit s'acquitter d'une taxe annuelle. Art. 79 LLA	Cours de 19 jours sur la base de trois modules: A (module GS 1), B (1) et C (4) et examens obligatoires; dispense partielle pour les cours et/ou l'examen; si la formation professionnelle ou les connaissances acquises sont reconnues; si CC d'autres cantons ou diplômes équivalents (chez les cantons sans CC, au moins 5 ans d'expérience professionnelle) dispense des cours et examens, éventuellement examen complémentaire.	Di-Me: 06.00 – 00.00 Je-Sa et avant les jours fériés officiels: 06.00 – 01.00 établissements d'ambiance jusqu'à 04.00 Art. 64 LLA	Doivent offrir au moins trois boissons sans alcool comprenant une eau minérale et un jus de fruits dont le prix, pour une quantité équivalente, est inférieur à celui de la boisson alcoolique non distillée la moins chère. Art. 27 LLA	La loi fédérale relative à la protection contre le tabagisme passif est largement mise en œuvre. Le canton du Jura a adopté une directive sur l'application de la loi fédérale relative à la protection contre le tabagisme passif.	L'accès à un établissement est interdit aux mineurs en scolarité obligatoire non accompagnés d'un adulte responsable de leur comportement. L'interdiction ne s'applique pas jusqu'à 21 heures : - aux établissements liés à une installation sportive; - aux établissements ne servant pas de boissons alcooliques. Il est interdit au tenancier de recevoir de tels clients ou d'héberger de tels hôtes. Art. 29 LLA

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte* / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées* / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées :* www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale GastgewerbeGesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
LU	Gesetz von 1998 (Änderung der VO) GaG LU Nr. 980	Es bestehen Bewilligungsabgaben: § 27 GaG	Nachweis ausreichender Kenntnisse in: a) GastgewerbeGesetzgebung, b) Lebensmittelgesetzgebung und Hygiene, c) Suchtprävention (inkl. Alkoholgesetzgebung sowie Glücksspiel und Automaten), d) Arbeits- und Ausländerrecht, e) Sozialversicherungsrecht und f) Brandschutz Nachweis durch: a) staatliche Prüfung, b) Abschlusszeugnisse einer anerkannten gastgewerblichen Fachschule oder Zertifikat G1 GastroSuisse oder c) im Gegenrecht anerkannte Ausweise anderer Kantone (ev. mit Ergänzungsprüfung) § 10 und 11 GaG	Generell: 05.00 – 00.30 Dauerverlängerungen auf Gesuch hin möglich. § 24 – 26 GaG	Es sind mind. drei alkoholfreie Getränke preisgünstiger anzubieten als die gleiche Menge des billigsten alkoholhaltigen Getränks. § 19 GaG	Das Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen wird angewendet. Der Kanton Luzern hat eine Vollzugsverordnung zum Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen erlassen.	Jugendlichen unter 18 Jahren ist der Zutritt zu Tanzdarbietungsbetrieben mit Strip-teasevorführungen zu verweigern § 17 Abs. 2 GaG
NE	Loi de 1993 Révision partielle 2001, Révision totale prévue pour 2010 – 2011 a été reporté pour l'instant. Taxe de patente la plus chère de Suisse, GastroNeuchâtel demande une réduction de 30% ; en cours. LEP NE NR 933.10	La redevance annuelle pour l'exploitation d'un établissement public est calculée par l'autorité compétente sur la base du chiffre d'affaires réalisé l'année précédente. Art. 30 – 35 LEP	L'obligation de formation a été abandonnée au 1.1.2015	Revient de la compétence de la commune dans les limites suivantes: Di-Je: 06.00 – 01.00 Ve-Sa: 06.00 – 02.00 dancings et cabarets: jusqu'à 04.00 établissements de nuit: 21.00 – 06.00 Art. 60 – 66 LEP	Les tenanciers d'établissements publics autorisés à débiter des boissons alcooliques ont l'obligation d'offrir au moins trois boissons sans alcool, attractives et de catégories différentes, à un prix inférieur, à quantité égale, à celui de la boisson alcoolique la moins chère. Art. 69 Abs 2 LEP	A partir du 1 avril s'applique : La loi sur la santé Art. 50a et 50b ¹ Il est interdit de fumer dans tous les lieux fermés publics ou accessibles au public, ... : Dispositions d'exécutions: Un règlement d'application de la protection contre le tabagisme passif a été adopté.	Il est interdit aux personnes âgées de moins de 16 ans de pénétrer dans un local ou sur un emplacement où est organisée une danse publique. L'accès aux cabarets-dancings, présentant des attractions comprenant des spectacles de striptease ou autres spectacles semblables, sont interdits aux personnes âgées de moins de 18 ans. Art. 72 RLEP

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.*

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga*

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/*

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale GastgewerbeGesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
NW	Gesetz von 1997 Teilrevision 2002 GGG NW 854.1 (in der systematischen Sammlung mit der Gesetzesnummer suchen)	Einmalige Abgab. Die Abgabe beträgt zwischen Fr. 200.– und Fr. 4'000.–. Art. 40 und 41 GGG. Rahmentarife in § 17 GGV (854.11) Beherbergungsbetriebe haben auf den mehrwertsteuerpflichtigen Beherbergungsleistungen des vorangehenden Kalenderjahres eine Abgabe zu leisten. Tourismusförderungsgesetz (865.1) Art. 20	Es wird die Fähigkeit zur einwandfreien Führung, durch hinreichende Fachkenntnisse verlangt. Nachweis: Diplom einer anerkannten höheren gastgewerblichen Fachschule oder anerkannter FA oder eidgenössische Fähigkeitszeugnis über Berufslehre (Gastwirtschaft/Hauswirtschaft oder Nahrung/Getränke) und mindestens 3 Jahre Berufserfahrung in Gastgewerbebetrieb oder mind. 5 Jahre praktische Erfahrung als Stellvertreter des Patentinhabers; keine Fachkenntnisse nötig für Imbissstuben mit weniger als 20 Sitz- oder Stehplätzen. Art. 15 und 16 GGG	Generell: 05.00 – 00.30 Art. 20 – 24 GGG	Es muss eine Auswahl alkoholfreier Getränke nicht teurer, als das billigste alkoholhaltige Getränk in der gleichen Menge angeboten werden. Art. 28 GGG	Gesundheitsgesetz (GesG) : Art. 71 Massnahmen gegen die Suchtmittelabhängigkeit : 1. Rauchverbot ¹ Das Rauchen ist verboten in öffentlich zugänglichen Gebäuden des Kantons und der Gemeinden sowie deren Anstalten. ² Das Rauchen kann in speziell bestimmten, abgetrennten Räumen oder ausnahmsweise bei Veranstaltungen, die sich überwiegend an Erwachsene richten, gestattet werden. ³ Die Betreiber von Gastwirtschaften sind in der Anordnung eines Rauchverbotes frei. Sie sind jedoch verpflichtet am Eingang deutlich darauf hinzuweisen, ob das Rauchen in ihren Räumen gestattet ist oder nicht.	Jugendliche unter 16 Jahren, die nicht von Erwachsenen begleitet sind, dürfen in den Gastwirtschaften nach 22.00 Uhr nicht geduldet werden. Jugendliche unter 12 Jahren dürfen nur in Begleitung von Erwachsenen oder mit Bewilligung der Eltern in Gastwirtschaften geduldet werden. Art. 29 GGG
OW	Gesetz von 1997 (unverändert) GGG OW Nr. 971.1	Einmalig bei Bewilligungserteilung; Art. 10 GGV	Es wird die Fähigkeit zur einwandfreien Führung, durch hinreichende Fachkenntnisse verlangt. Nachweis durch: a. einen eidgenössischen Fähigkeitsausweis oder einen gleichwertigen Fachausweis in den Bereichen Gastwirtschaft, Hauswirtschaft, Nahrung oder Getränke; b. wenigstens drei Jahre Berufserfahrung auf dem Gebiet der Lebensmittelhygiene; c. ein Diplom einer vom zuständigen Departement anerkannten gastgewerblichen Fachschule Art. 9 GGV	Polizeistunde abgeschafft	Es muss eine Auswahl alkoholfreier Getränke preisgünstiger angeboten werden als das billigste alkoholhaltige Getränk in der gleichen Menge. Art. 16 GGG	Das Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen kommt zur Anwendung.	Jugendliche unter 16 Jahren, die nicht von Eltern oder deren Vertretern begleitet sind, dürfen sich nach 22.00 Uhr nicht mehr in den Gastwirtschaften aufhalten. Kinder unter zwölf Jahren dürfen sich nur in Begleitung von Erwachsenen oder mit Bewilligung der Eltern in Gastwirtschaften aufhalten. Art. 17 GGG

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.*

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga*

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrouisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrouisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastrouisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrouisse/*

Per maggiori informazioni www.gastrouisse.ch/it/concetto-settoriale/diritti-leggi/gastrouisse-schede-informative

Kantonale Gastgewerbegesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
 (Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
SG	Gesetz von 1996 (unverändert) GWG_SG Nr. 553.1	abgeschafft	Gewähr für eine einwandfreie Betriebsführung bietet insbesondere, wer: Eidg. FA über eine BBT-anerkannte Berufslehre in den Bereichen Gastwirtschaft / Hauswirtschaft oder Nahrung / Getränke oder mind. 3 Jahre Berufserfahrung in Lebensmittelhygiene im Gastgewerbe oder Diplom einer anerkannten höheren gastgewerblichen Fachschule oder anerkannter FA anderer Kantone oder SG-Prüfung über Lebensmittelhygiene und Suchtprävention oder Gastrogrundausbildung mit GS-Zertifikat. Art. 8 GWG 2014 wurde eine Motion, die eine Ausweitung der Grundausbildung um Arbeitsrecht/L-GAV, Arbeitssicherheit, Sozialrecht, Mehrwertsteuerrecht und Rechnungswesen umfasst, erfolgreich überwiesen.	Generell: So-Do: 05.00 – 00.00 Fr und Sa: 05.00 – 01.00 Art. 16 – 19 GWG	Es sind wenigstens drei alkoholfreie Getränke billiger anzubieten als das günstigste alkoholische Getränk gleicher Menge. Art. 22 GWG	Seit 1.7.2010 neues Passivrauchschutzgesetz (mehr Informationen). Grundsätzlich sind alle öffentlich zugänglichen Räume rauchfrei. Als rauchfrei gelten auch Räume, für die ein Mitgliederbeitrag oder ein Eintritt verlangt werden. Fumoirs bis zu 1/3 der Gesamtschankraumfläche sind erlaubt, sofern sie abgetrennt, separat belüftet und mit einer automatischen Türe versehen sind. In diesen Fumoirs darf seit 01.01.2014 auch wieder serviert werden; es dürfen aber keine Ausschankanlagen darin installiert sein. Es gibt keine Raucherrestaurants oder Ausnahmebewilligungen infolge Grösse usw.	keine Regelung

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte* / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées* / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées* : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale Gastgewerbe Gesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
 (Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
SH	Neues Gesetz vom 13.12.2004, in Kraft seit 1.1.2006 GGG SH Nr. 935.100	Bewilligungsgebühren und Alkoholabgaben; Art. 24 – 26 GGG	Personen, welche um die Bewilligung für einen Dauerbetrieb ersuchen, haben ihre Eignung nachzuweisen durch Erfüllung einer der folgenden Vorgaben: a) einen eidgenössischen Fähigkeitsausweis über eine vom Bundesamt für Berufsbildung und Technologie anerkannte Berufslehre in den Bereichen Gastwirtschaft /Hauswirtschaft oder Nahrung/Getränke; b) wenigstens drei Jahre verantwortliche Tätigkeit im Gastgewerbe und im Umgang mit Lebensmitteln; c) ein Diplom einer anerkannten höheren Ausbildung im Bereich des Gastgewerbes oder der Lebensmittelverarbeitung; d) einen anerkannten Ausweis der Kantone; e) das Bestehen einer Prüfung in Lebensmittelrecht (Hygiene), Suchtprävention und Gastwirtschaftsrecht. Der Regierungsrat regelt die Durchführung von Kursen und Prüfungen in einer Verordnung; er kann sie einer geeigneten Organisation übertragen. Art. 6 GGG	Generell: 05.00 – 00.00 Ausnahmen auf Gesuch hin und durch Genehmigung möglich. Art. 19 GGG	Eine Auswahl alkoholfreier Getränke darf nicht teurer als das billigste alkoholhaltige Getränk in gleicher Menge angeboten werden. Art. 15 Abs. 3 GGG	Der Schutz vor Passivrauchen in gastgewerblichen Betrieben richtet sich nach der Bundesgesetzgebung. Ausführungsbestimmungen: § 22 Gastgewerbeverordnung	Kinder und Jugendliche unter 16 Jahren, die nicht in Begleitung von aufsichtsberechtigten Erwachsenen sind, dürfen sich in den Betrieben nicht über 22 Uhr hinaus aufhalten. Art. 14 GGG

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.*

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga*

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/*

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale Gastgewerbe Gesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
SO	Gesetz von 2015 WAG SO Nr. 940.11	Jährliche Gebühr. Gebührenbemessung über den erzielten Umsatz. § 92 f WAG	§ 5 VO zum WAG (§ 11 WAG) Nachweis einer minimalen fachlichen Qualifikation muss erbracht werden. Dies mit einem Fähigkeitsausweis oder einer beruflichen Qualifikation. Es werden ausreichende Kenntnisse in folgenden Gebieten vorausgesetzt: Kantonales Gewerberecht, unter besonderer Berücksichtigung einschlägiger Bestimmungen der Bau-, Umweltschutz- und Brandschutzgesetzgebung; Lebensmittel- und Gesundheitsrecht, inklusive Alkoholgesetzgebung; Arbeits- und Sozialversicherungsrecht; Ausländerrecht, Kaufmännische Buchführung, Hygiene. Als Fähigkeitsausweis, der diese Vorgaben erfüllt, gelten der FA Stufe G1 der Gastro-Unternehmergebietung von GastroSuisse sowie andere gleichwertige Ausweise. Die ausreichende berufliche Qualifikation wird beurteilt anhand: Der jeweiligen Ausbildung; Der Berufserfahrung im Bereich des Gastgewerbes, und Den dabei ausgeübten Funktionen. Eine ausreichende berufliche Qualifikation wird vermutet, wenn der Gesuchsteller während mehr als 10 Jahren in leitender Funktion im Gastgewerbe tätig gewesen ist.	Generell: 05.00 – 00.30 Nachtlokale bis: 04.00. § 19 WAG	Es müssen mind. drei verschiedenartige alkoholfreie Getränke angeboten werden, die nicht teurer als die gleiche Menge des billigsten offerierten alkoholhaltigen Getränkes sind. § 17 WAG	Am 1.1.2007 trat folgende Änderung in Kraft: § 6 ^{bis} Abs. 4 Gesundheitsgesetz : ⁴ In geschlossenen Räumen, die der Öffentlichkeit zugänglich sind, wie in Gebäuden der öffentlichen Verwaltung, und in allen Bereichen der Gastronomie ist das Rauchen verboten. Getrennte und entsprechend gekennzeichnete Räume mit ausreichender Belüftung können für Rauchende vorgesehen werden. Ausführungsbestimmungen: Verordnung zum Schutz vor Passivrauch	Der Bewilligungsinhaber oder die Bewilligungsinhaberin stellt sicher, dass der Zutritt zum gastwirtschaftlichen Betrieb oder Anlass mit erotischer Unterhaltung erst ab 18 Jahren erfolgt. § 22 Abs. 2

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.*

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga*

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/*

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritti-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale Gastgewerbegesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / ajourné le 1^{er} janvier 2018 / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
SZ	Gesetz von 1997 GGG SZ Nr. 333.100	abgeschafft	Keine § 6 und § 7 GGG	Generell: 05.00 – 00.00 § 8 – 11 GGG	Keine	Gesundheitsgesetz (GesG; Nr. 571.110): § 9a Schutz vor Passivrauchen ¹ Für den Schutz vor Passivrauchen gelten die Mindestbestimmungen des Bundesrechts. ² Die für die Gastgewerbebewilligung zuständige Behörde entscheidet auf Gesuch hin über die Einrichtung von Raucherräumen und die Führung eines Restaurationsbetriebes als Raucherlokal. ³ Im Übrigen vollziehen die Gemeinden die Bestimmungen zum Schutz vor Passivrauchen. Das zuständige Departement kann Weisungen erlassen.	keine Regelung
Ct. TI	Calendario politico Link al testo della legge	Imposte/ tasse ¹	Formazione o conoscenze richieste (Clausola di necessità abolita in tutti i Cantoni; <u>il certificato G1 rilasciato da Gastro Suisse è riconosciuto come certificato di capacità in tutti i Cantoni</u>)	Orari d'apertura ²	Prescrizioni sui prezzi per le bevande alcoliche (Articolo sullo sciroppo)	Disposizioni concernenti i fumatori/i luoghi per non fumatori Link: disposizioni sulla protezione dal fumo passivo ³	Regolamentazioni sull'età minima per l'accesso agli esercizi alberghieri e della ristorazione
TI	Legge del 1° giugno 2010 (in vigore dal 1° aprile 2011); Legge sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione (Lear) N. 11.3.2.1	Tassa per nuova apertura e nuova conduzione; Art. 38 Lear	Esame cantonale obbligatorio Corso di preparazione non più obbligatorio. Per il diploma è in aggiunta obbligatorio un tirocinio minimo di 8 mesi (o attestare di lavorare già in una posizione di questo tipo) fatta eccezione per le persone che sono già in possesso di un diploma di una scuola alberghiera svizzera riconosciuta. Regolamento d'esame	In generale: 05.00 – 01.00 secondo accordo col municipio: il venerdì, il sabato e i giorni prefestivi fino alle ore 02.00 I locali notturni, le discoteche e i piano bar aprono tra le 19.00 e le 22.00 e	Devono essere messe a disposizione della clientela tre bevande analcoliche a un prezzo inferiore, per la medesima quantità, di quello della bevanda alcolica più economica. Art. 24 Lear	Legge sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione Art. 35 Lear ¹ All'interno degli esercizi è vietato fumare. ² È riservata la facoltà di creare spazi o locali fisicamente separati e opportunamente ventilati adibiti ai fumatori.	In tutti gli esercizi dopo le ore 23:00 le persone di età inferiore ai 16 anni devono essere accompagnate da un maggiorenne responsabile del loro comportamento. L'accesso ai locali notturni è vietato ai minorenni. Art. 14 Lear

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.*

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga*

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrouisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrouisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastrouisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrouisse/*

Per maggiori informazioni www.gastrouisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastrouisse-schede-informative

Kantonale Gastgewerbegesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
				chiudono tra le 02.00 e le 05.00 (alle 06.00 il venerdì, il sabato e i prefestivi) Aree autostradali e bar nei kursaal e nelle case da gioco con regolamentazione speciale. Art. 16 – 20 Lear		³ Il divieto di cui al cpv. 1 non si applica alle camere degli esercizi con alloggio.	
TI	Nouvelle loi du 1 ^{er} juin 2010 (entrée en vigueur le 1 ^{er} avril 2011) ; Legge sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione (Lear) No 11.3.2.1	Taxes perçues lorsqu'un établissement est réouvert ou qu'il change de propriétaires ; Art. 38 Lear	Examen cantonal obligatoire Cours de préparation plus obligatoire. Pour obtenir le diplôme, il faut avoir effectué 8 mois de stage au min. (ou pouvoir prouver qu'on a occupé un poste de ce type) ; les personnes déjà titulaires d'un diplôme d'une école hôtelière suisse reconnue font exception. Règlement d'examen	Généralement: 05.00 – 01.00; après concertation avec la commune: les vendredis, samedis et les veilles de jour de fête jusqu'à 02.00. Établissements de nuit, discos et piano-bars ouvrent entre 19.00 et 22.00 et ferment entre 02.00 et 05.00 (à 06.00 les vendredis, samedis et les veilles de jour de fête). Les restoroutes et les bars des kursaal et des casinos soumis à la réglementation particulière. Art. 16 – 20 Lear	Il est obligatoire de proposer un choix de 3 boissons sans alcool qui, à quantité égale, ne sont pas plus chères que la boisson alcoolique la moins chère. Art. 24 Lear	Loi sur les établissements publics Art. 35 Lear ¹ Il est interdit de fumer dans les établissements publics. ² Est réservé le droit d'aménager des espaces ou locaux séparés et suffisamment ventilés en fumoirs ou locaux fumeurs. ³ Cette interdiction selon cpv. 1 ne s'applique pas aux chambres des établissements d'hébergement.	In tutti gli esercizi dopo le ore 23:00 le persone di età inferiore ai 16 anni devono essere accompagnate da un maggiorenne responsabile del loro comportamento. L'accesso ai locali notturni è vietato ai minorenni. Art. 14 Lear

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte* / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées* / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées* : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritti-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale GastgewerbeGesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
 (Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
TI	Gesetz vom 1. Juni 2010 (in Kraft seit 1. April 2011); Legge sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione (Lear) Nr. 11.3.2.1	Gebühren bei Neuöffnung und neuer Bewirtschaftung; Art. 38 Lear	Kantonale Prüfung obligatorisch Vorbereitungskurs nicht mehr obligatorisch. Für das Diplom sind zusätzlich mind. 8 Monate Praktikum obligatorisch (oder in einer solchen Stellung nachweisbar bereits tätig), ausser für Personen, die bereits im Besitz eines Diplomes einer anerkannten schweizerischen Hotellerieschule sind. Prüfungsreglement	Generell: 05.00 – 01.00, nach Absprache mit der Gemeinde: Freitag, Samstag und vor Festtagen bis um 02.00 Nachtlokale, Discos, Pianobars öffnen zwischen 19.00 und 22.00 und schliessen zwischen 02.00 und 05.00 (um 06.00 Freitag, Samstag und vor Festtagen) Autobahnraststätte und Bars in Kursälen und Casinos mit Sonderregelung. Art. 16 – 20 Lear	Es müssen drei alkoholfreie Getränke angeboten werden, die billiger als die gleiche Menge des billigsten offerierten alkoholhaltigen Getränkes sind. Art. 24 Lear	GastgewerbeGesetz: Art. 35 Lear ¹ Das Rauchen in gastgewerblichen Betrieben ist untersagt. ² Es besteht die Möglichkeit, räumlich getrennte und ausreichend belüftete Raucherräume oder Raucherlokale vorzusehen. ³ Das Verbot gemäss Abs. 1 gilt nicht in den Zimmern der Beherbergungsbetriebe.	In tutti gli esercizi dopo le ore 23:00 le persone di età inferiore ai 16 anni devono essere accompagnate da un maggiorenne responsabile del loro comportamento. L'accesso ai locali notturni è vietato ai minorenni. Art. 14 Lear

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte* / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées* / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées* : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale Gastgewerbe Gesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
TG	Gesetz von 1997 Teilrevision 2003 GGG TG Nr. 554.51	bestehen, wovon ein Teil für Tourismusförderung eingesetzt werden kann. § 37 – 43 GGG	Personen, die sich um ein Patent bewerben, haben sich durch eine Prüfung über die Kenntnis der gesetzlichen Grundlagen für das Führen eines Gastgewerbebetriebes sowie der Grundsätze der Suchtprävention auszuweisen. Prüfungsfächer 1. Gastgewerberecht; 2. Alkoholrecht und Suchtprävention; 3. Lebensmittelrecht; 4. Arbeitsrecht und Ausländerrecht; 5. Sozialversicherungsrecht und Steuerrecht. <u>Nachweis</u> : Ausweis über die erfolgreiche Absolvierung der kantonalen Prüfung oder gleichwertiger Ausweis eines anderen Kantons oder einer anerkannten Fachschule. § 15 GGG und Wirteprüfungsverordnung	Generell: So-Do: 05.00 – 00.00 Fr und Sa: 05.00 – 01.00 § 27 GGG	Keine	Der Schutz vor Passivrauchen in gastgewerblichen Betrieben richtet sich nach der Bundesgesetzgebung.	Kinder und Jugendliche unter 16 Jahren, die nicht von Erziehungsberechtigten oder erwachsenen Familienangehörigen begleitet sind, dürfen sich nach 22.00 Uhr nicht in Gastgewerbebetrieben aufhalten. § 26 Abs. 4 GGG
UR	Gesetz von 1999 (unverändert); Motion für Revision hängig beim RR. GWG UR Nr. 70.2111	Jährliche Gebühren. 2/3 werden zur Tourismusförderung eingesetzt. Art. 20 – 21 GWG	keine; Art. 4 – 8 GWG	Polizeistunde abgeschafft	Eine Auswahl alkoholfreier Getränke muss preisgünstiger angeboten werden als das billigste alkoholhaltige Getränk in der gleichen Menge. Art. 11 GWG	Art. 18 Gesundheitsgesetz : Schutz vor Passivrauchen ¹ Es ist verboten, in allgemein zugänglichen Räumen zu rauchen. Davon ausgenommen sind Raucherzimmer. Ausführungsbestimmungen: Reglement zum Schutz vor Passivrauchen	Jugendlichen unter 18 Jahren ist der Zutritt zu Dauerdarbietungen nach Artikel 3 Buchstabe d verboten. Für ausschliessliche Tanzbetriebe gilt Absatz 2. Jugendliche unter 16 Jahren, die nicht von den Eltern oder deren Vertreterinnen oder Vertreter begleitet sind, dürfen sich nach 24.00 Uhr nicht mehr in den Gastwirtschaften aufhalten oder an Veranstaltungen nach diesem Gesetz teilnehmen. Kinder unter 12 Jahren dürfen sich nach 20.00 Uhr nur in Begleitung von Erwachsenen

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.*

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga*

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrouisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrouisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastrouisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrouisse/*

Per maggiori informazioni www.gastrouisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastrouisse-schede-informative

Kantonale GastgewerbeGesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / ajourné le 1^{er} janvier 2018 / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	<p>Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i></p>	<p>Abgaben/ Gebühren¹ <i>Redevances / taxes¹</i></p>	<p>Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises (Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i></p>	<p>Öffnungszeiten² <i>Heures d'ouverture²</i></p>	<p>Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i></p>	<p>Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i></p>	<p>Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i></p>
							<p>oder mit Bewilligung der Eltern in Gastwirtschaften aufhalten oder an Veranstaltungen nach diesem Gesetz teilnehmen. Die zuständige Direktion kann weitere betriebs- und anlassbezogene Auflagen im Dienste des Jugendschutzes erlassen. Art. 14 GWG</p>
VD	<p>Loi de 2002 Révisée au 01.07.2015 LADB VD (935.31) Règlement d'exécution de 2009 Révisé au 01.01.2016 RLADB VD (935.31.1) Nouveau Règlement de l'examen professionnel au 01.01.2016 RCCAL VD (935.31.2) En cours: Réflexion sur soumission à licence des food trucks (le Grand Conseil attend la décision du Conseil d'Etat).</p>	<p>LADB Art.53–58: Taxe d'exploitation sur les débits de boissons alcooliques à l'emporter (art. 53e à 53i) Emolument de délivrance (art. 54) Emolument de surveillance (art. 55) Taxes d'ouverture (art. 55a) Autres contributions : (art. 56-58)</p>	<p>Nouveau règlement de l'examen professionnel en vue de l'obtention du certificat cantonal (RCCAL VD) : cours à caractère obligatoire 5 modules obligatoires, représentant 26 jours de cours, débouchant, en cas de réussite à l'examen, sur <u>un certificat cantonal d'aptitudes</u> : <u>Module A</u> : hygiène <u>Module B</u> : droit des établissements et prévention (LADB, stupéfiants, incendies, brigandages, alcool) <u>Module C</u> : connaissances générales de droit (du travail, assurances sociales, bail et reprise d'établissement) <u>Module D</u> : comptabilité <u>Module E</u> : connaissances générales de l'alimentation et des produits en fonction du type de licence souhaité (art. 15) et de potentielles dispenses (art. 20 et 21), nombre de jours de cours variable</p>	<p>Compétence des communes. Art. 22 LADB Néanmoins, la livraison et la vente à l'emporter de boissons alcooliques distillées, ainsi que de la bière, sont interdites de 21h à 6h du matin (20h dans certaines communes) Art. 5 LADB</p>	<p>Ils doivent offrir un choix de trois boissons sans alcool en quantité de 3dl minimum et de type différent, à un prix inférieur à celui de la boisson alcoolique la moins chère, même lorsque cette dernière est en quantité inférieure à 3dl. Art. 45 LADB Art. 41 RLADB</p>	<p>Art. 65a de la Constitution cantonale : « Afin de protéger l'ensemble de la population, il est interdit de fumer dans les lieux publics intérieurs ou fermés ». Loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics (LIFLP) : Fumoirs possibles Art. 5 LIFLP Règlement d'application (RLIFLP)</p>	<p><u>Mineurs de moins de 16 ans révolus</u> : Pas d'accès sauf si accompagnés d'un adulte responsable ou en possession d'une autorisation parentale. <u>Enfants de 10 ans révolus</u> : Accès jusqu'à 18h, si en possession d'une pièce d'identité valable, à l'exclusion des salons de jeux. <u>Mineurs de 12 à 16 ans révolus</u> : Accès jusqu'à 20h, si en possession d'une pièce d'identité valable, à l'exclusion des salons de jeux. <u>Mineurs de plus de 16 ans révolus</u> : Accès possible dans tous les établissements, à l'exclusion des night-clubs, qui ne sont</p>

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.*

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga*

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/*

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritti-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale Gastgewerbe Gesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
 (Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises (Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
			si le candidat suit, en plus des 5 modules obligatoires, les 3 modules facultatifs suivants et réussit les examens, il obtient un <u>diplôme cantonal</u> , équivalant au Certificat G1 de GastroSuisse: Module F : conduite et organisation d'un établissement Module G : vente, service, tourisme Module H : cuisine				accessibles que dès 18 ans révolus. Art. 51 LADB
VS	Gesetz von 2005 (unverändert) GBB VS NR. 935.3	Jährliche Abgaben; 60% der Jahresabgaben für den kant. Fonds für Aus- und Weiterbildung. Art. 18 – 23 GBB	Vorbereitungskurs fakultativ (Modulsystem); kant. Prüfung obligatorisch (ausser wenn Speisen und Getränke nur gelegentlich angeboten werden oder bei Beherbergung von geringer Bedeutung (bis max. 6 Gästen)) oder wenn man über eine anerkannte Ausbildung (kant. FA oder FA anderer Kantone, Meisterdiplome, Diplome in- oder ausländischer Hotelfachschulen) oder Berufserfahrung verfügt. Art. 4 – 7 GBB	Liegt in der Kompetenz der Gemeinden; wo diese nichts regelt Generell 05.00 – 00.00 Art. 11 GBB	Es ist eine Auswahl alkoholfreier Getränke anzubieten, welche bei gleicher Menge weniger teuer sind als das billigste alkoholische Getränk. Art. 12 GBB	Art. 109 - 113 des Gesundheitsgesetzes : ¹ Es ist in allen geschlossenen öffentlichen oder öffentlich zugänglichen Räumen verboten zu rauchen, namentlich in ... lit. e) Hotel- und Gastgewerbebetrieben, inkl. Bars, Nachtlokale und Discotheken. Ausführungsbestimmungen: Verordnung über den Schutz vor Passivrauchen und das Tabakwerbeverbot.	Nach 18 Uhr haben Jugendliche unter 12 Jahren nur in Begleitung des gesetzlichen Vertreters oder eines durch diesen bevollmächtigten mündigen Dritten Zutritt zu den Räumlichkeiten und Plätzen. Nach 22 Uhr haben Jugendliche unter 16 Jahren nur in Begleitung des gesetzlichen Vertreters oder eines durch diesen bevollmächtigten mündigen Dritten Zutritt zu den Räumlichkeiten und Plätzen. Jugendliche unter 18 Jahren haben keinen Zutritt zu den Räumlichkeiten und Plätzen, in denen Striptease, Sex-Shows, Sex-Videos oder ähnliche Darbietungen angeboten werden. Der Inhaber der Betriebsbewilligung ist für die Kontrolle des Zutrittsalters verantwortlich. Art. 12 Abs. 1 – 3 und 6 GBB

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.*

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga*

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrouisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrouisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées : www.gastrouisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrouisse/*

Per maggiori informazioni www.gastrouisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastrouisse-schede-informative

Kantonale Gastgewerbegesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
 (Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
VS	Nouvelle loi à partir du 1 ^{er} janvier 2005 (inchangée) LHR VS NR. 935.3	En vigueur ; 60% des contributions annuelles vont au fonds cantonal pour la formation et le perfectionnement Art. 18 – 23 LHR	Cours préparatoire facultatif (système modulaire) ; examen cantonal obligatoire sauf si des repas et des boissons ne sont proposés que de temps en temps ou lors d'hébergement de moindre importance (jusqu'à max. 6 clients) ou si preuve d'une formation reconnue (CC cantonal ou CC d'autres cantons, diplôme de maîtrise fédérale, diplôme d'une école hôtelière suisse ou étrangère) ou d'expérience professionnelle Art. 4 – 7 LHR	Compétence de la commune ; là où elle ne le règle pas généralement: 05.00 – 00.00 Art. 11 LHR	Il est obligatoire de proposer un choix de boissons sans alcool de catégorie différentes qui, à quantité égale, sont moins chères que la boisson alcoolique la moins chère. Art. 12 LHR	Art. 109 - 113 des Loi sur la santé : ¹ Il est interdit de fumer dans les lieux publics fermés ou accessibles au public, notamment dans ... lit. e) les établissements d'hôtellerie et de restauration, y compris bars, établissements nocturnes et discothèques. Dispositions d'exécution : Ordonnance sur la protection contre le tabagisme passif et l'interdiction de publicité pour le tabac.	A partir de 18 heures, les jeunes de moins de 12 ans n'ont accès aux locaux et emplacements qu'accompagnés de leur représentant légal ou d'un tiers majeur habilité par le représentant légal. A partir de 22 heures, les jeunes de moins de 16 ans n'ont accès aux locaux et emplacements qu'accompagnés de leur représentant légal ou d'un tiers majeur habilité par le représentant légal. Les jeunes de moins de 18 ans n'ont pas accès aux locaux et emplacements proposant du striptease, des sex-shows, des vidéos-sex ou des prestations analogues. Le titulaire de l'autorisation d'exploiter est responsable du contrôle de l'âge d'accès. Art. 12 Al. 1-3 et 6 LHR

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte* / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées* / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées* : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale Gastgewerbe Gesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
 (Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
ZG	Gesetz von 1996 (unverändert) GGG_ZG NR 943.11	abgeschafft	Keine	Generell: 05.00 – 00.00 § 12 GGG	keine	§ 48 Gesundheitsgesetz : ¹ In geschlossenen Räumen, die öffentlich zugänglich sind, ist das Rauchen verboten. In davon baulich abgetrennten und entsprechend gekennzeichneten Räumen mit ausreichender Lüftung kann das Rauchen gestattet werden. Der Regierungsrat regelt das Nähere durch Verordnung, namentlich das proportionale Verhältnis von Nichtraucher- zu Raucherräumen. ² Der zuständige Gemeinderat bewilligt auf Gesuch hin Restaurationsbetriebe als Raucherlokale, wenn der Betrieb a) eine dem Publikum zugängliche Gesamtfläche von höchstens 80 Quadratmetern hat; b) gut belüftet und nach aussen leicht erkennbar als Raucherlokal bezeichnet ist und c) nur Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer beschäftigt, die einer Tätigkeit im Raucherlokal im Arbeitsvertrag zugestimmt haben. Ausführungsbestimmungen: Verordnung zum Schutz vor Passivrauchen	keine Regelung

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte* / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées* / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées* : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritti-leggi/gastrosuisse-schede-informative

Kantonale Gastgewerbe Gesetze / Lois cantonales sur les établissements publics / Legge cantonale sugli esercizi alberghieri e sulla ristorazione
(Stand: 1. Januar 2018 / *ajourné le 1^{er} janvier 2018* / aggiornamento: 1° gennaio 2018)

Kt	Politischer Fahrplan Link zum Gesetzestext <i>Plan politique</i> <i>Lien: texte de loi</i>	Abgaben/ Gebühren ¹ <i>Redevances / taxes¹</i>	Vorausgesetzte Ausbildung oder Kenntnisse (Bedürfnisklausel in allen Kantonen abgeschafft; <u>G1-Zertifikat GastroSuisse in allen Kantonen als Fähigkeitsausweis anerkannt</u>) <i>Formation ou connaissances requises</i> <i>(Clause du besoin supprimée dans tous les cantons; le certificat G1 GastroSuisse est reconnu comme certificat de capacité dans tous les cantons)</i>	Öffnungszeiten ² <i>Heures d'ouverture²</i>	Preisvorschriften für alkoholische Getränke (Sirupartikel) <i>Prescriptions sur les prix des boissons alcoolisées (sirops)</i>	Vorschriften betreffend Raucher/Nicht-raucherplätze links: Bestimmungen Passivrauchschutz ³ <i>Prescriptions concernant les fumeurs / non-fumeurs lien: prescriptions relatives à la protection contre le tabagisme passif</i>	Regelungen Mindestzutrittsalter zu gastgewerblichen Betrieben <i>Règlementations de l'âge minimum d'admission dans les entreprises de l'hôtellerie-restauration</i>
ZH	Gesetz von 1996 (unverändert) GGG_ZH Nr. 935.11	bestehen; § 34 – 38 GGG	Keine	Generell: 05.00-00.00 § 15 – 16 GGG	Es muss eine Auswahl alkoholfreier Getränke angeboten werden, welche nicht teurer sind als das billigste alkoholhaltige Getränk in der gleichen Menge. § 23 GGG	§ 22 GGG ¹ Das Rauchen in Innenräumen von Gastwirtschaftsbetrieben ist verboten. ² Es besteht die Möglichkeit, zum Rauchen abgetrennte Räumlichkeiten zur Verfügung zu stellen. Reine Raucherbetriebe sind verboten. Ausführungsbestimmungen: Gastgewerbeverordnung Kanton ZH	Jugendliche unter 16 Jahren, die nicht von Erwachsenen begleitet sind, dürfen in den Gastwirtschaften nach 21 Uhr nicht geduldet werden. Jugendliche unter 12 Jahren dürfen nur in Begleitung von Erwachsenen oder mit Bewilligung der Eltern oder der Lehrkräfte in Gastwirtschaften geduldet werden. Davon ausgenommen sind Gastwirtschaften bei Sportanlagen und in Jugendzentren. § 27 GGG

¹ Alkoholabgaben gemäss eidgenössischem Alkoholgesetz und kostendeckende Gebühren der staatlichen Verwaltungsbehörden werden nicht berücksichtigt./ *Les redevances conformément à la loi fédérale sur les alcools et la couverture des frais administratifs de l'Etat ne sont pas prises en compte* / Le tasse sull'alcool conformemente alla Legge federale sull'alcool e le tasse a copertura delle spese amministrative non sono considerate.

² Ausnahmen resp. Verlängerungsmöglichkeiten sind nicht erwähnt. / *Les exceptions ou possibilités de prorogation ne sont pas mentionnées* / Non sono citate eccezioni in merito a possibilità di proroga

³ Für detaillierte Informationen: www.gastrosuisse.ch/angebot/recht-gesetz/gastrosuisse-merkblaetter/ / *Pour des informations plus détaillées* : www.gastrosuisse.ch/fr/portail-de-la-branche/droit-lois/notices-du-service-juridique-de-gastrosuisse/

Per maggiori informazioni www.gastrosuisse.ch/it/concetto-settoriale/diritto-leggi/gastrosuisse-schede-informative